



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR2025638

AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Objet : MISE EN PLACE D'UNE BILLETTERIE

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu l'article R. 635-1 du Code Pénal,
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Vu le Code de la Route notamment les articles R 411-5, R 411-25, R.417-10-10° et R.432-1,

Considérant la demande de l'association Saint Louis Events en date du 14 août 2025,
Considérant qu'il convient de règlementer l'occupation du domaine public,
Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures utiles à la sécurisation des personnes et des biens,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Afin de permettre à l'association Saint Louis Events, la vente de billets concernant les tournois de chevalerie à l'occasion de la fête de la Saint Louis, l'association est autorisée à occuper le domaine public :

- **PLACE SAINT LOUIS – 30220 AIGUES-MORTES (devant l'office du tourisme).**
- **DU LUNDI 18 AOUT AU DIMANCHE 25 AOUT 2025 DE 10H00 A 20H00**

ARTICLE 2 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions du Code de la route. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles visés dans les vus et considérants, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux assermentés à cet effet.

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.

ARR2025638 en date du 14 août 2025

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Article 4 :

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Directeur Général des services,

Monsieur le Directeur Général des Services Techniques Municipaux,

Madame la Capitaine, Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de le Grau-du-Roi,

Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie d'Aigues Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 14 août 2025

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

